

MONDE

SÉRIE (1/2)

Sur les chemins en Palestine occupée

Les accords israélo-palestiniens d'Oslo (1993), qui prévoient une période provisoire de cinq ans pour négocier une solution permanente, ont abouti à la mise en place de trois zones en Cisjordanie occupée (et à Gaza) : la zone A - 18 % du territoire - sous contrôle intégral palestinien, la zone B - 21 % - contrôle administratif palestinien, sécurité israélienne, et zone C - 61 % - contrôle exclusif israélien. La grande majorité des 2,7 millions d'âmes que compte la population palestinienne réside dans les zones A et B ; tous les colons (environ 330.000 personnes, sans compter les 200.000 de Jérusalem-Est) vivent en zone C dans plus de 150 colonies et des dizaines d'avant-postes (extensions illégales même au regard du droit israélien). Il est quasi impossible pour les Palestiniens de construire dans la zone C, que de nombreux députés israéliens, y compris soutenant le gouvernement, veulent annexer à Israël. Le reportage de ce jour s'est déroulé en zone C.

DEMAIN : LA POLICE PALESTINIENNE ENTRAÎNÉE PAR L'UE

Kerry au chevet du processus de paix

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry s'échinait mercredi au Proche-Orient à éviter un effondrement des négociations de paix israélo-palestiniennes, que les deux parties s'accusent mutuellement de saboter. « Comme dans n'importe quelle négociation, il y aura des hauts et des bas », a tempéré M. Kerry juste avant une rencontre avec le président palestinien Mahmoud Abbas à Bethléem, en Cisjordanie. « Nous devons développer les économies pour montrer aux deux peuples que la paix profite aux opportunités économiques, à la prospérité et à une meilleure qualité de vie », a-t-il ajouté, après avoir annoncé un investissement américain supplémentaire de 75 millions de dollars dans un projet palestinien d'infrastructures. Auparavant, le Premier ministre israélien, Binyamin Netanyahu, s'était déclaré « inquiet pour les progrès des négociations », affirmant que « les Palestiniens continuent à créer des crises artificielles », au lendemain de l'annonce par un responsable palestinien de la suspension des discussions face à « une offensive de colonisation sans précédent », en référence aux 5.000 nouvelles unités de logements récemment annoncées. (d'après afp)

Avec ces Israéliens qui défendent les Palestiniens

► En territoire occupé, surtout en « zone C », la vie des Palestiniens ressemble à un calvaire.
► Une poignée d'Israéliens se mobilisent et montrent leur solidarité.

REPORTAGE
SUD DE LA CISJORDANIE OCCUPÉE
DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

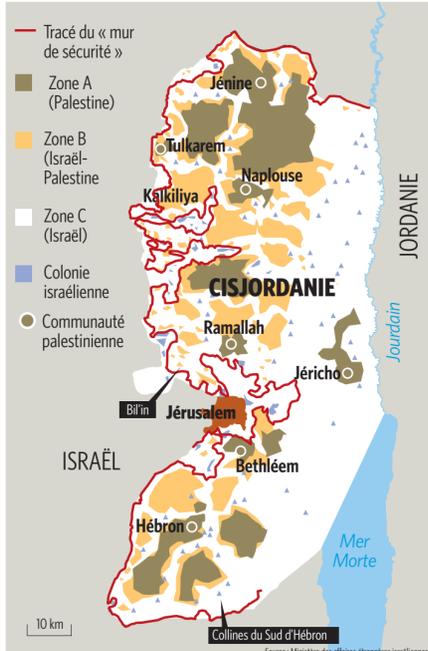
S sept heures du matin : le rendez-vous était bien matinal ce samedi 2 novembre sur le parking d'un parc public à Jérusalem-Ouest. Un à un, Maria, Tamar, Danny et les autres membres de l'organisation Taayoush (Vivre ensemble, en arabe) inscrits pour la journée s'y retrouvent pour d'abord écouter les consignes d'Amiel, le quinquagénaire qui mène la petite troupe.
« Comme d'habitude », explique-t-il, nous irons dans les collines au sud de Hébron et nous irons soutenir les villageois palestiniens en butte au harcèlement des colons. Attention, il faudra jouer au chat et à la souris avec l'armée et la police israéliennes qui peuvent nous arrêter, et faire gaffe aux colons les plus agressifs ; vous serez peut-être amenés à devoir courir pour leur échapper. »

La douzaine de personnes, des Israéliens juifs entre 30 et 60 ans équitablement répartis entre les deux sexes, montent dans un minibus et un 4 x 4, deux véhicules tout sauf neutres. Direction le sud. Le petit convoi entre rapidement en Cisjordanie occupée, longe Bethléem à gauche, prend à un arrêt de bus deux activistes internationaux, une Américaine de 60 ans et un Français de 21 ans. Une bonne heure de route nous attend.

Dès que les véhicules dépassent Hébron, des jeeps de l'armée israélienne se mettent à nous suivre. Le premier arrêt se situe à proximité de la ville palestinienne de Yatta. Dans une immense oliveraie, une vingtaine de Palestiniens, hommes et femmes, ont commencé la cueillette des olives. Les membres de Taayoush se joignent à eux. Souvent, des colons extrémistes des environs viennent perturber le travail. Aujourd'hui, peut-être grâce à la présence d'Israéliens solidaires, le calme règne.

Zone militaire

Moins d'une heure plus tard - il doit être 9 h 30 -, notre groupe d'activistes repart, la journée est encore longue. Des nuages obscurcissent l'horizon. A peu de distance, nous arrivons sur les terres du village d'Umm el-Arais, à proximité de Mitzpeh Yair, un « avant-poste », à savoir une colonie juive illégale même au regard du droit israélien (1). Nous empruntons la petite route qui y mène quand un colon, environ 40 ans, lunettes, longue barbe, grosse kippa sur ses cheveux longs, nous barre la route. « C'est Avidal, lâche Amiel, un laïc devenu extrémiste religieux. »
Impossible de passer, des jeep cotés le ravin est dissuasif. La Jeep militaire israélienne arrive aussitôt, et un sous-officier en sort pour brandir un ordre écrit : « Le coin vient d'être déclaré zone militaire fermée, personne ne peut s'y trouver, veuillez dégager », dit-il poliment, en se gardant bien de signifier l'ordre au colon.
Après une longue marche arrière, il est décidé de passer à travers les collines, mais à pied. Le groupe arrive à destination en



Les Bédouins d'Umm el-Arais ont des difficultés à faire boire leur troupeau : la colonie de Carmel (à droite) s'étend, protégée par l'armée. Ci-contre, Tamar, de l'ONG Taayoush, fait la leçon aux soldats qui protègent une colonie qui a spolié des terres palestiniennes. © B.L.

quize bonnes minutes : au bas de la colline où Mitzpeh Yair a été bâti (des caravanes et quelques maisons de bois amovibles) se dressent une douzaine de serres en toile érigées par les colons sur des terres palestiniennes et dont la Cour suprême israélienne a exigé le démantèlement avant le 31 octobre. Elles sont toujours bien là.
Les deux propriétaires palestiniens, des familles Awad et Jabarin, sont arrivés sur les lieux avec des amis, des femmes et des enfants. Quelques colons leur font face, protégés par une vingtaine de soldats, l'arme en bandoulière. Le ton monte rapidement, une bousculade s'ensuit et les deux chefs de famille sont emmenés manu militari, menottes au poignet.
Tamar, du groupe de Taayoush, n'y tient plus : elle se met à haranguer les soldats de toutes ses forces. Ils ont presque tous moins de 20 ans. « C'est plus fort qu'elle, nous dit Amiel, elle ne peut s'empêcher de leur faire la morale, de leur dire qu'ils protègent ceux qui violent le droit international et même israélien. » Son speech passionné dure bien un quart d'heure. « D'habitude, j'arrête après quelques phrases, confiera-t-elle ensuite. Mais ici, j'ai observé que quelques-uns de ces jeunes soldats m'écoutaient, alors j'ai continué ! »

« Dieu leur a donné cette terre »

Maggy, la militante américaine de Bethléem, se montre audacieuse : elle franchit un barbelé et va brièvement parler à un groupe de colons. « J'ai voulu leur dire leurs torts, raconte-t-elle, mais ils m'ont répliqué que Dieu leur avait donné cette terre ; qu'est-ce qu'on peut répondre à cet argument ? »
Au total, le face-à-face durera plus d'une heure et nécessitera que les soldats israéliens se précipitent pour empêcher que plusieurs colons ne sortent du périmètre des serres pour narguer les familles palestiniennes. Amiel, de son côté, s'est isolé plus loin. Il tente de

trouver par téléphone un avocat pour les deux Palestiniens arrêtés. Quand un officier de la police israélienne surgit, la scène prend fin. « Son nom est Gilad Scheuer, on le connaît, nous souffle-t-on. Pas moyen de discuter avec lui. » Et de fait, très remonté, l'homme au crâne rasé sous sa casquette bleu marine intime l'ordre aux Palestiniens et aux activistes israéliens de s'en aller, et les soldats l'aident à nous faire obtempérer.
A bord des deux véhicules, nous nous rendons à Umm el-Kheir, un village bédouin créé en 1948 après l'expulsion de plusieurs familles bédouines du côté de Beer Sheva, dans le Néguev. Là, la colonie juive appelée Carmel étouffe la petite communauté locale. « Ils veulent nous empêcher d'aller faire boire nos chèvres à la source sur ces terres que nous avons achetées lé-

LA POLICE VEILLE



L'œil de Gilad
Il était là à Mitzpeh Yair, cet avant-poste qui élargit une colonie sur les terres de paysans palestiniens d'Umm el-Arais. Il était encore là à Carmel, une autre colonie qui s'étend sur des terres que des Bédouins disent avoir achetées des décennies plus tôt. Chaque fois, il était le seul policier mais était accompagné d'une quinzaine de soldats de l'armée israélienne. Vociférant les « En avant, vous partez maintenant, merci beaucoup ! », il faisait aussi des photos des participants, sans pour autant les effrayer...



La colonie de Carmel (à droite) s'étend, protégée par l'armée. Ci-contre, Tamar, de l'ONG Taayoush, fait la leçon aux soldats qui protègent une colonie qui a spolié des terres palestiniennes. © B.L.

galement, explique Mouatassem, un jeune d'une quinzaine d'années, dans un anglais fort compréhensible. La colonie veut s'étendre plus encore, alors qu'elle empiète déjà sur nos terres. »
Les mêmes soldats israéliens présents à Mitzpeh Yair arrivent sur la scène : le père de Mouatassem, qui possède le troupeau de chèvres, se lance dans un laïus énérvé, ponctué de nombreux « Allah Akbar ! » (Dieu est grand). Avec sa barbe grise, ses cheveux blancs perdus dans un énorme keffiyeh, ses vêtements en lambeaux et son bras droit qui brandit un frêle bâton en l'air, il semble avoir perdu la raison. Les soldats en rient et le prennent en photo. La scène est dérisoire.

Enfants attaqués

Après quelques minutes de discussions avec les Bédouins, le groupe repart. Pour une expérience qui se révélera peu banale. Quelques kilomètres plus loin, nous arrivons à A-Tawni, un village très pauvre accroché à flanc de colline. Cinquante maisons, tout au plus. Un lunch composé de shawarmas, sorte de sandwich à la viande et aux légumes, permet de reprendre de l'énergie. Le soleil, à présent, a vaincu les nuages. Les collines de Cisjordanie offrent au regard un spectacle magique.
Nous continuons à pied, en compagnie de deux volontaires italiennes, qui résident sur place depuis quelques semaines. « Nous aidons les enfants du village, explique Teresa, 27 ans. Pour aller à l'école la plus proche, ils doivent prendre ce chemin, qui passe à côté d'un avant-poste illégal, Havat-Maon, où les colons leur lancent des pierres tous les matins. »
La quinzaine de personnes de l'équipée emprunte donc ce chemin cahoteux. Il y a environ une demi-heure de marche jusqu'à l'école. Pas d'enfants avec nous, c'est samedi. « Le harcèlement des enfants a lieu depuis une dizaine d'années, explique Amiel. Un co-

mité de la Knesset a ordonné en 2007 que l'armée les escorte à chaque trajet, ce qu'elle fait sans enthousiasme : parfois elle vient, parfois pas. Il est arrivé que les soldats doivent faire entrer la quinzaine d'enfants dans la Jeep car malgré leur présence, des colons déchainés les caillassaient ! »

« Attention aux pierres ! »

Nous arrivons à proximité de Havat-Maon, juché sur le sommet de la colline. En contrebas, au loin, un oliveraie fait pitié avec la moitié de ses arbres coupés, résultat d'une action rageuse des colons contre les paysans palestiniens. Soudain, à travers les arbres sur la colline qui domine, des silhouettes apparaissent, furives, en courant. Ce sont quelques jeunes colons, tous masqués. Ils sont cinq ou six. Les membres de Taayoush branchent leurs caméras. Soudain, l'un d'eux s'écrie : « Attention aux pierres ! ». Et de fait, les pierres commencent à tomber près de notre groupe, qui n'a d'autre solution que de battre en retraite.
Un kilomètre plus loin, nous sommes en sécurité. Assis un peu groggy, le groupe reprend son souffle. Personne n'a été touché. Un peu d'eau est bienvenue. Quelqu'un tente de plaisanter mais sans succès. Amiel annonce qu'il va porter plainte contre les lanceurs de pierres, puis ajoute : « Aucune chance d'aboutir à une inculpation ». Nous rejoignons bientôt nos véhicules. Le soleil va commencer à se coucher.
Sur le chemin du retour, deux questions nous taraudent. Comment peut-on lancer des pierres tous les matins sur des enfants ? Et, comment se fait-il que si peu d'Israéliens participent, comme cette admirable ONG Taayoush, à des actions de solidarité avec les Palestiniens harcelés ?

BAUDOIN LOOS

(1) Pour le droit international, toutes les colonies en territoires occupés sont illégales.

Yasser Arafat, le président palestinien décédé le 11 novembre 2004 à Paris, serait bien mort d'un empoisonnement, selon la chaîne Al-Jazira qui a eu un accès exclusif aux analyses suisses sur des échantillons qui présentent un taux de polonium 18 supérieur à la normale. ©



Héros de la droite dure israélienne, Lieberman redevient ministre

TEL-AVIV
DE NOTRE CORRESPONDANT

Vous ne m'entendez plus jamais parler de cette histoire. A partir de maintenant, je vais de l'avant. » Blanche « sans aucune équivoque » des charges de fraude et d'abus de confiance qui plombaient sa carrière politique depuis dix-sept mois, Avigdor Lieberman, leader du parti Israël Beiteinou (Israël notre Maison) et figure centrale de la droite ultranationaliste israélienne, avait du mal à cacher sa jubilation en sortant mercredi matin du tribunal d'instance de Jérusalem qui venait de l'acquitter.
Car les trois juges composant cette cour n'y sont pas allés de main morte. Dans leur arrêt long de cent quinze pages, ils déclarent en effet « l'acharnement » du parquet sur l'inculpé et le manque de constance du dossier censé l'accabler.
Contrairement à ce que son portefeuille de ministre des Affaires étrangères pour préparer sa défense, Lieberman avait certes été réélu à la Knesset à l'occasion des législatives du 22 janvier dernier. Dans la foulée, le Premier ministre, Binyamin Netanyahu, a également veillé à ce qu'il obtienne la présidence de la très influente commission des Affaires étrangères.
Mais on ne l'entendait plus beaucoup depuis l'annonce de son procès. « Si je suis condamné, j'abandonnerai la politique et me lancerai dans les affaires », lâchait-il de temps en temps.
Tout cela fait désormais partie du passé puisque le parquet, assommé par le jugement, ne fera pas appel.
Sauf imprévu, Lieberman effectuera donc son grand retour dès la semaine prochaine. Le



La jubilation de Lieberman, blanchi par la justice. © AP

gouvernement statuera sur sa réintégration dès dimanche et la Knesset se prononcera le lendemain. Sans surprise puisque le vote se déroulera majoritairement contre l'opposition.
Hasard du calendrier, lorsqu'il débarquera en Israël d'ici quelques jours, Didier Reynders, le ministre belge des Affaires étrangères, pourrait bien être le premier interlocuteur du nouveau ministre.

« Décision judiciaire inique »

« Quoi qu'en pensent les juges, Lieberman est vraiment corrompu. Le réintégrer dans le gouvernement en tant que chef de la diplomatie est une honte », proclame en tout cas le chef de l'opposition travailliste, Shelly Yachimovitch, soutenue par une série d'associations citoyennes qui entendent saisir la Cour suprême d'une « décision judiciaire inique ».
Interdit de séjour en Egypte depuis qu'il a suggéré publiquement qu'Israël bombarde le barrage d'Assouan, reçu avec des pincettes en Europe parce qu'il est un colon et parce qu'il multiplie les provocations verbales, Lieberman contribue largement

à renforcer l'image négative d'Israël à l'étranger. Parce qu'il affiche son scepticisme absolu à l'égard du processus de paix avec les Palestiniens et parce qu'il estime qu'il « ne faut pas faire confiance aux Arabes ».

« Pas un excité mais un renard... »

« Pourtant, Lieberman est tout sauf un excité. C'est un renard, même s'il ressemble à un ours doté d'une très grosse voix », affirme le chroniqueur politique Yoav Krakovsky. C'est un homme réfléchi qui sait ce qu'il fait et n'avance jamais un pion à la légère. S'il multiplie les petites phrases et les postures extrêmes, c'est tout simplement parce que c'est porteur. »
Et de poursuivre : « Son objectif est de grignoter l'électorat d'un Likoud (parti du Premier ministre) rongé par les querelles intestines. En fait, Lieberman se voit en successeur de Netanyahu. En Premier ministre à poigne et en homme fort de la droite. Voilà pourquoi il tonne souvent et n'hésite jamais à dire ce qu'il pense, même si c'est iconoclaste ».

Fort de sa victoire judiciaire, porté par le fait que les négociations de paix israélo-palestiniennes se passent mal et que le secrétaire d'Etat américain John Kerry vient à la rescousse pour tenter de les sauver, Avigdor Lieberman réunira les instances de son parti le 24 novembre prochain.

C'est alors que l'on saura si Israël Beiteinou poursuit l'alliance électorale conclue avec le Likoud, ou si ce parti reprend ses billes dans la perspective des prochains scrutins. ■

SERGE DUMONT



Abdallah Abou Rahma, 42 ans : l'un des animateurs du comité de Bil'in contre le mur. © B.L.

La ténacité des habitants du village de Bil'in a fini par payer

REPORTAGE
BIL'IN (CISJORDANIE OCCUPÉE)
DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Bil'in aurait pu n'être qu'un petit village palestinien comme les autres. Sans histoires. Juste occupé par Israël. Mais non, ce village de deux mille âmes fait partie de ceux qui jouissent du douloureux privilège de se trouver sur la route du « mur-barrière de sécurité » qu'Israël a érigé à partir de 2003, officiellement pour se prémunir du terrorisme palestinien. Une bonne partie des terres du village a été saisie par l'armée israélienne, qui les a englobées du côté de la grande colonie juive ultra-orthodoxe du coin, Modi'in Illit, en constante expansion.

Mais à Bil'in, comme dans trois ou quatre autres villages palestiniens, la fatalité ne l'a pas emporté. Mieux : la combativité a même fini par donner des résultats probants. « Nous avons fondé un comité populaire contre le mur en 2005, le 2 février, le jour même où les premiers coups de bulldozer israéliens ont commencé sur nos terres, raconte dans son modeste jardinet Abdallah Abou Rahma, 42 ans, l'un des principaux activistes. Le jour même, nous avons fait notre première action non violente et cela continue jusqu'à aujourd'hui ! »



Bil'in a réussi à attirer l'attention internationale, ce qui est déjà en soi un exploit. « Nous avons varié nos actions, par exemple en s'enchaînant aux arbres destinés à être abattus. En un an, on dit connu dans le monde entier, des volontaires sont venus de partout nous soutenir. »
Jusqu'au 4 septembre 2007, quand la Cour suprême d'Israël a décidé que le mur devait être décliné... « Nous avons réussi à prouver que les terres confisquées n'avaient rien à voir avec l'argument de la sécurité invoqué mais

devaient servir à construire d'autres maisons pour la colonie. Le mur nous avait enlevé 2.200 dunum (environ 220 hectares), soit 58 % de nos terres, la Cour suprême nous a restitué 1.200 dunum, soit un peu plus de la moitié de ce qui nous avait été spolié. »
Sauf que l'armée israélienne a été très réticente à mettre la décision judiciaire en œuvre. « Ils ont tout essayé pour tricher, mais nous avons continué nos actions de protestation et, le 20 juin 2011, ils ont commencé à s'exécuter, avec quatre ans de retard. Et nous

continuerons notre lutte puisque nous n'avons pas récupéré toutes nos terres. »
Une lutte pas indolore, en tout cas. Deux activistes ont été tués en 2009 et 2011, et depuis huit ans, quelque 1.500 blessés ont été répertoriés, dont des activistes internationaux et israéliens. L'un de ceux-ci est resté six mois dans le coma après avoir reçu de plein fouet un projectile contenant du gaz lacrymogène. Une vingtaine de villageois ont subi des peines de prison, dont Abdallah Abou Rahma, resté 18 mois à l'ombre la

palestinienne. « Les grosses huiles sont venues parader après notre victoire à la Cour suprême. Depuis lors, tous les partis, même le Hamas (islamiste), se déclarent nos supporters, mais ils parlent sans jamais agir. Pourtant, la non-violence, à laquelle le président Abbas dit croire, est la clé du succès pour l'avenir. Bil'in est un modèle, cela nous donne des responsabilités pour les autres villages qui souffrent. »

Manifestation

Alors que notre interlocuteur termine son propos, une vingtaine de jeunes militants internationaux envahissent pacifiquement son jardin. L'un d'eux explique à l'assemblée comment réagir en cas de lancers de gaz lacrymogène. Après quoi, tout le monde, Abdallah en tête, se rend à un bon kilomètre de là près du mur, où commence bientôt la manifestation hebdomadaire du vendredi. Cette fois, il n'y aura que deux blessés très légers à la jambe. Répandant à des gamins qui lançaient des pierres au loin, l'armée israélienne s'est efforcée de contenir de quelques tirs de gaz lacrymogène vers le groupe d'adultes. La routine, en quelque sorte. ■

B. L.